

# NOTES D'ANALYSE n°7

## Focus 2030

---

# IDÉES REÇUES SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT



## 7 IDÉES REÇUES SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

### CE QU'IL FAUT RETENIR

- Même avec les projections économiques les plus optimistes, il manquerait 70 milliards d'euros de financement annuel pour financer les services de base dans les pays les plus pauvres.
- Si la tendance des 15 dernières années se poursuivait, 167 millions d'enfants, dont la grande majorité en Afrique subsaharienne, vivraient toujours dans l'extrême pauvreté en 2030.
- En complément des autres sources de financement, les Objectifs de développement durable ne pourront pas être atteints sans une aide publique au développement sous forme de dons mieux concentrée sur les pays et les populations les plus pauvres.

## 7 IDÉES REÇUES SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Après une augmentation forte de l'aide publique au développement (APD) dans le courant des années 2000, les prises de position contre l'aide ont redoublé de vigueur. Cette remise en cause des politiques de développement international et de leur financement a probablement culminé avec la publication de *L'aide fatale* de Dambisa Moyo, fin 2009. Dans cet ouvrage, l'auteure se demandait pourquoi la majorité des pays subsahariens continuaient de faire face à la corruption, aux pandémies, à la pauvreté et à une forte dépendance extérieure en dépit des « 1000 milliards de dollars reçus sous forme d'aide au développement au cours des cinquante dernières années ».

D'autres arguments sont encore exprimés dans les pays donateurs contre l'APD, notamment en raison des crises économiques et budgétaires et du fait de la nécessité, selon les détracteurs de l'APD, de donner la priorité aux politiques publiques domestiques.

Les arguments et exemples démontrant l'utilité, pour ne pas dire l'impératif, de l'aide publique au développement sont pourtant désormais documentés. Des organismes internationaux ont ainsi développé des initiatives pour démontrer l'impact de leurs actions et l'évolution des pratiques (Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Agence française de développement, Fondation Gates, de nombreuses ONG, etc.).

Face à l'ampleur des défis de la lutte contre la pauvreté au niveau mondial, il n'y a d'ailleurs peut-être jamais eu autant besoin de mécanismes de solidarité internationale ambitieux et pérennes. Si l'APD ne peut certes pas répondre à elle seule à tous ces enjeux, il importe d'éviter l'écueil d'un débat binaire listant le pour et le contre de l'APD. Il semble plus opportun de se concentrer sur les conditions identifiées qui permettent à l'aide d'être efficace : ciblage, coordination, prévisibilité, variété des instruments, cohérence avec d'autres politiques, etc. Il importe également de penser l'APD en complémentarité avec d'autres flux.

### “ IDÉE REÇUE N°1 : LES NIVEAUX D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) SONT TROP ÉLEVÉS ”

Deux angles permettent de mettre à mal cette assertion : du point de vue des capacités financières des bailleurs et du point de vue des besoins de financements.

#### Les capacités de financement

Rapportés à la richesse des pays développés, les montants d'APD sont en réalité relativement faibles : en 2018, l'APD des 30 pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE était de 153 milliards de dollars, soit seulement 0,31% du revenu national combiné de ces pays, très loin de l'engagement des 0,7%\*. Autrement dit, en moyenne, pour 1000 dollars de revenu national dans ces 30 pays riches, seuls trois dollars sont consacrés à l'APD.

Une autre perspective, rapportée cette fois au budget de l'État, donne également une idée de l'effort budgétaire relatif en faveur de cette politique publique. En France, sur un budget national 2018 de 329 milliards d'euros (charges nettes du budget général, la mission « Aide publique au développement » représente 3 milliards d'euros (crédits de paiement).

De plus, au sein de cette APD, seule une portion va réellement servir le développement international. En soustrayant une partie des allègements de dettes, les dépenses d'écolage et d'accueil des réfugiés, qui n'entraînent pas de flux financiers transfrontaliers, ce montant est encore plus faible.

Finalement, seule une fraction de cette aide bénéficie au pays les plus pauvres. D'après l'OCDE, en 2016, environ un quart de l'APD est spécifiquement dédiée aux pays à faibles revenus.

#### Les besoins de financement

Afin d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030, les progrès devront

\* En octobre 1970, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait une résolution selon laquelle chaque pays économiquement avancé devait accroître progressivement son aide publique au développement jusqu'à atteindre 0,7% de sa richesse au cours de la décennie suivante. Réaffirmé à plusieurs reprises lors de conférences et sommets internationaux, cet objectif entériné par la quasi-totalité des bailleurs n'a pourtant été respecté à ce jour que par un nombre très restreint de pays donateurs : la Suède, le Luxembourg, la Norvège, le Danemark et le Royaume-Uni et l'Allemagne.

## 7 IDÉES REÇUES SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

se poursuivre à un rythme plus élevé au cours des 15 années à venir au regard du rythme enregistré dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (2000-2015).

Si la tendance lors de la période des OMD (2000-2015) se poursuivait sur les 15 années à venir, les Nations unies estiment que :

- 167 millions d'enfants, dont la grande majorité en Afrique subsaharienne, vivraient toujours dans l'extrême pauvreté en 2030.
- Près de 3,6 millions d'enfants de moins de 5 ans mourraient encore en 2030, de causes en grande partie évitables.
- 60 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire seraient encore déscolarisés.
- Les pays à faible revenu ne parviendraient pas à réaliser l'enseignement primaire et secondaire universel avant la fin du siècle.

### “ IDÉE REÇUE N°2 : L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EST INEFFICACE ”

Les défis de la lutte contre la pauvreté au niveau mondial demeurent aujourd'hui colossaux. Le fait est que l'aide au développement n'a pas permis de résoudre l'ensemble de ces maux. Pourtant, cette solidarité internationale a clairement permis des avancées majeures. Surtout, les conditions d'une aide efficace sont désormais clairement connues.

Dès 2005, dans la Déclaration de Paris, les principaux bailleurs ont pris une série d'engagements pour rendre l'aide plus efficace et plus transparente. Seule une partie de ces objectifs a été tenue.

C'est une évidence aujourd'hui : une partie de l'aide est encore inefficace et/ou motivée par les seuls intérêts géopolitiques ou économiques des bailleurs. Mais des avancées nettes en matière d'efficacité de l'aide ont pu être obtenues, par exemple en matière de recul de l'aide liée (qui conditionne l'octroi de fonds à l'utilisation d'entreprises du bailleurs). Entre 2000 et 2015, la proportion d'aide déliée est passée de 46% à 83%.

Sur certains secteurs, en santé notamment, malgré les dépenses relativement faibles, les progrès enregistrés sont considérables. Et s'ils ralentissent parfois, c'est plus souvent en raison d'un manque d'engagements financiers suffisants et durables de la part des bailleurs de fonds, que d'un manque d'efficacité des programmes.

La mise en place par la communauté internationale du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en 2002 a permis de sauver 27 millions de vie à la fin de l'année 2017. Plus précisément, en 2017 :

- 17,5 millions de personnes ont pu bénéficier d'un traitement antirétroviral via les programmes du Fonds mondial.
- 5 millions de personnes ont bénéficié d'un traitement contre la tuberculose.
- 197 millions de moustiquaires ont pu être distribuées pour prévenir la propagation du paludisme : le pourcentage de personnes exposées au paludisme qui ont accès à des moustiquaires est passé de 6% en 2005 à 62% en 2015.

### “ IDÉE REÇUE N°3 : L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT PROFITE AVANT TOUT À DES RÉGIMES CORROMPUS ”

Selon le FMI, la corruption du secteur public siphonne entre 1500 et 2000 milliards de dollars de l'économie mondiale annuellement. La corruption pèse encore bien plus en comptabilisant ses conséquences, telles la perte des revenus fiscaux, l'inaccessibilité des services publics, etc.

La corruption concerne certes tous les pays, mais ses conséquences sur les populations pauvres sont les plus fortes, en particulier dans les pays en développement.

La crainte de voir détournées les sommes dédiées au développement est légitime. De fait, la corruption touche de nombreux pays récipiendaires de l'aide publique au développement. Faut-il alors cesser d'intervenir dans ces pays ?

## 7 IDÉES REÇUES SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

À cette question, l'ancien directeur de l'Agence française de développement, Jean-Michel Severino, répond clairement par la négative. Selon lui, la corruption ne saurait être éradiquée par un simple système de sanctions financières. La complexité du phénomène implique d'agir différemment, à court et à long terme. Une partie de la corruption alimente des systèmes sociaux informels vitaux, offrant une forme de protection que les pouvoirs publics ne peuvent pas encore assurer.

Surtout, un retrait de l'aide dans les cas de corruption, s'avère souvent contre-productif parce qu'il constitue une « double peine » pour les populations pauvres déjà victimes de la corruption. Aujourd'hui, les différents outils et canaux de l'aide au développement permettent de mieux adapter l'aide à de telle contexte : en se focalisant sur certains secteurs, parfois via des organisations de la société civile, et en utilisant des procédures de gestions adaptées.

Sur le long-terme, c'est aussi, en participant au renforcement de certaines administrations, y compris fiscales, et en finançant des organisations de la société civile actives en matière de suivi budgétaire et de lutte contre la corruption, que les bailleurs doivent agir.

Enfin, c'est l'aide internationale elle-même qui doit être plus transparente. L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IATI) offre un cadre commun pour publier de telles informations.

Exemples de mécanismes déjà mis en place

### “ IDÉE REÇUE N°4 : L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT SERT LES INTÉRÊTS DIPLOMATIQUES ET ÉCONOMIQUES DES PRINCIPAUX PAYS DONATEURS ”

Jacques Foccart, le monsieur Afrique du général de Gaulle, affirmait que « Ce qui est bon pour la France est bon pour l'Afrique ». Le temps de la Françafrique battait alors son plein et allait durer des décennies par le biais de soutiens politiques et économiques troubles.

Aujourd'hui la situation n'est plus la même. Si la

France intervient bien en Afrique, diplomatiquement, militairement et économiquement, les montants dérisoires de l'APD bilatérale de la France ne sont ni en mesure de peser en mal, ni en mesure de peser en bien.

Dans son dernier ouvrage, *Arrogant comme un français en Afrique*, le journaliste Antoine Glaser montre que la France parle de moins en moins de développement et désormais principalement de sécurité, ce qui « l'empêche d'avoir une vraie politique de la France en Afrique, sur le plan politique mais aussi, bien sûr, sur le plan d'aller au-devant des sociétés civiles. »

Obnubilée par la sécurité, la France a, selon Antoine Glaser, abandonné l'ensemble des problèmes de société et les conséquences à long terme, en matière sociale et économique.

### “ IDÉE REÇUE N°5 : L'INVESTISSEMENT ÉCONOMIQUE ET LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE TAXATION SONT PLUS EFFICACES QUE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ”

À partir de l'exemple de pays d'Asie, la Chine notamment, les contempteurs de l'APD avancent que la réduction de la pauvreté s'obtient non pas avec une aide extérieure mais plutôt à partir d'une croissance forte et d'investissements privés. Cependant, même dans les projections de croissance les plus optimistes, il faudrait des décennies pour éradiquer la pauvreté par le seul développement économique.

Surtout, une telle vision sous-estime à la fois les besoins financiers permettant d'atteindre rapidement les populations vivant dans l'extrême pauvreté, mais également néglige les fonds nécessaires susceptibles de financer les biens publics mondiaux. Quel que soit le rôle du secteur privé sur ces deux axes, trop peu pourra être fait sans budget public.

Sur un autre plan, la mobilisation des ressources domestiques, via la taxation notamment, est à juste titre considérée comme une priorité pour augmenter

## 7 IDÉES REÇUES SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

les budgets des pays en développement. La lutte contre l'évasion fiscale est également indispensable. Le Réseau européen sur la dette et le développement (EURODAD) estime ainsi que pour chaque euro gagné, les pays en développement en perdent deux hors de leurs frontières.

**Pour autant, même avec les projections économiques les plus optimistes, la capacité fiscale des pays les plus pauvres demeure à l'heure actuelle très inférieure à l'ampleur des investissements publics nécessaires pour financer les services de bases. Selon l'ODI (Overseas Development Institute), il manquerait 70 milliards d'euros (84 milliards de dollars) de financement annuel, destinés pour la quasi-totalité aux pays à faibles revenus.**

### “ IDÉE REÇUE N°6 : L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT : UNE SOURCE DE FINANCEMENT MINEURE COMPARÉE À D'AUTRE FLUX ”

Selon la Banque mondiale, en 2016, les migrants internationaux ont envoyé 429 milliards de dollars à leurs familles restées dans les pays d'origine, dont une très large majorité sont des pays en développement, soit trois fois plus que l'APD. Les principaux pays destinataires de ces fonds sont : l'Inde (62,7 milliards de dollars), la Chine (61), les Philippines (29,9), le Mexique (28,5) et le Pakistan (19,8).

Le rôle important, parfois vital, que jouent les transferts de fonds des migrants dans le financement des économies des pays en développement depuis des décennies est de ce fait, indéniablement croissant.

L'expérience de l'APD doit d'ailleurs permettre de mieux orienter ces flux vers l'investissement productif ou social et d'en faire des ressources stables, prévisibles et additionnelles par rapport à l'APD. Qu'il s'agisse de l'APD, des fonds des migrants ou des investissements, ces différents flux sont complémentaires à la fois pour les populations

qu'elles atteignent et à la fois pour leur objet en matière de développement (santé, nutrition, éducation, etc.)

“ Cependant, qu'il s'agisse des transferts de fonds ou des investissements directs à l'étranger, aucun n'a la capacité de se focaliser sur les services essentiels et sur les populations les plus pauvres à l'échelle d'un pays, comme peut le faire une politique d'aide au développement destiné à soutenir une politique nationale de réduction de la pauvreté.

### “ IDÉE REÇUE N°7 : L'EXTRÊME PAUVRETÉ A SUFFISAMMENT REÇULÉ DANS LE MONDE ”

Les avancées obtenues depuis la mise en place des Objectifs du Millénaire pour le développement ont permis de réduire de moitié l'extrême pauvreté dans le monde.

La Banque mondiale estime ainsi que pour la première fois de l'histoire, moins de 10% de la population mondiale vivait dans l'extrême pauvreté en 2016, contre 37% en 1990 et 44% en 1981. Les progrès ont été les plus nets en Asie et en Amérique latine.

Ces progrès importants sont cependant insuffisants, pour espérer atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Près de 20% des enfants dans les pays en développement vivent dans des familles qui survivent avec moins de 1,90 dollar par jour. À l'échelle mondiale, près de 385 millions d'enfants vivent dans une extrême pauvreté.

Avec les tendances actuelles, en 2030, plus d'un demi-milliard de personnes vivront encore avec moins de 1,90 dollar par jour, la plupart d'entre eux sont en Afrique sub-saharienne. Dans ces pays, près de quatre millions d'enfants mourront avant l'âge de cinq ans.

Dans les pays les plus pauvres et auprès des populations les plus vulnérables, les efforts doivent être renforcés et plutôt que réduits si l'on veut atteindre les ODD.

## 7 IDÉES REÇUES SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

### **Tout allongement des délais dans le financement des ODD aura un impact direct sur les populations vulnérables, et occasionnera des surcoûts financiers élevés pour rattraper le retard pris.**

- D'après le Fonds mondial, si les objectifs intermédiaires de 2020 (moins de 500 000 nouvelles infections par le VIH et moins de 500 000 décès liés au sida) ne sont atteints qu'en 2030, cela se traduirait par 3 millions de nouvelles infections par le VIH et 3 millions de décès liés au sida entre 2020 et 2030.
- Sur les questions d'adaptation aux changements climatiques, là encore le coût de l'inaction est particulièrement élevé, en particulier dans les pays les plus tributaires de leurs ressources naturelles. Ainsi l'Ouganda a estimé que le coût de l'adaptation atteindrait 644 millions de dollars d'ici à 2025 alors que le coût global de

l'inaction serait beaucoup plus élevé : entre 3,1 à 5,9 milliards d'ici à 2025.

- En augmentant dès maintenant, le total des dépenses consacrées à l'éducation dans les pays à revenu faible ou moyen, devra augmenter de 7% par an. En attendant 2020 pour commencer à agir, ce surcoût passerait à 11% par an.
- Des milliards d'euros pourraient être économisés en répondant plus tôt aux crises. Une étude sur la sécheresse de 2015 en Éthiopie qui a touché plus de 18 millions de personnes, estime que la réponse tardive a coûté aux donateurs un montant supplémentaire de 127 millions de dollars pour l'aide alimentaire seule. Ce financement aurait permis d'aider immédiatement 1,4 million de personnes sur 9 mois.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

The Global Fund, [Rapport sur les résultats 2018](#)

---

FMI, mai 2016, [Corruption: Costs and Mitigating Strategies](#)

---

Jean-Michel Severino, Jean-Michel Debrat, Le Cavalier Bleu, 2010, [Idées reçues : l'aide au développement](#)

---

Antoine Glaser, Fayard, 2016, [Arrogant comme un français en Afrique](#)

---

ODI, 2015, Financing the future. [How international public finance should fund a global social compact to eradicate poverty](#)

---

Nations unies, Development initiative, UK AID, 2014, [Improving ODA allocation for a post-2015 world. Targeting aid to benefit the poorest 20% of people in developing countries](#)

---

Dambisa Moyo, JC Lattès, 2009, [L'aide fatale](#)

---

OCDE, 2018, [Geographical Distribution of Financial Flows to Developing Countries](#)

---

Coordination Sud 2015, [Aide publique au développement, Projet de loi de finances 2016, Un budget pour financer les objectifs de développement durable \(ODD\)](#)

---

[The DATA Report 2017: Financing for the African century](#)

---

[Initiative Internationale pour la transparence de l'aide](#)

---

Ministère de l'action et des comptes publics, [Budget de l'État voté pour 2019](#)

---



## Focus 2030

---

Focus 2030 est une association qui accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes

Focus 2030 intervient principalement en France et en Espagne.

---

**Directeur de la publication** : Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030

# NOTE D'ANALYSE

## FOCUS 2030

### 7 idées reçues

### sur l'aide publique au développement (APD)

---

ÉDITION AVRIL 2018

[www.focus2030.org](http://www.focus2030.org)